

L'INDÉPENDANCE QUI SAUVE DES VIES

PAR NATACHA POLONY

Il n'y a pas de solution miraculeuse, pas d'évidence immédiate. Nul ne peut prétendre qu'il aurait su mieux que les autres, et les plus péremptores sont souvent démentis par les faits. Mais il est des éléments qui s'offrent à notre observation, et plus encore à notre bon sens. Pour l'observation, il suffit de regarder un peu à l'est, non seulement chez notre voisin allemand, mais aussi en République tchèque, en Slovaquie ou en Autriche, pour comprendre qu'une petite étude comparative s'impose. Car, pour l'instant, ces pays semblent épargnés par la déferlante épidémique. On n'y voit pas de services hospitaliers débordés, ni de médecins désespérés. L'Autriche s'apprête même à lever son confinement, et l'Allemagne travaille à un scénario rapide. La République tchèque déplore un peu plus de 80 morts. Nous avons passé les 10 000. Certes, il est toujours plus facile d'arriver en queue de peloton face à cette vague qu'est une épidémie. Il est des digues plus solides que d'autres, et l'Allemagne est comme un miroir de nos carences.

Mais avant toute comparaison fine entre les structures des capitalismes français et allemand, il y a le simple bon sens, dont il semble qu'il ne soit plus tout à fait la chose du monde la mieux partagée. Du moins en France. Les pays de l'Europe centrale ont rendu le port du masque obligatoire. Et les habitants sont invités à s'en fabriquer eux-mêmes. Pendant ce temps, en France, on lit à longueur de journaux des avis de médecins expliquant que seuls les masques chirurgicaux ou FFP2 sont efficaces – ça tombe bien, il n'y en a pas – ou pinaillant sur les mérites comparés du bandana et du masque en tissu sans jamais préciser que tout dépend de l'élément imperméable inséré dans ledit masque, qui peut le rendre bien plus étanche qu'un masque chirurgical.

Un esprit mal tourné y verrait un des travers de ce qui fit la force même de la France. D'abord la qualité de sa médecine, qui induit chez certains le mépris pour tout ce qui n'est pas validé par la science et la technique, pour le simple bon sens, justement. Mais également cet Etat fort dont nous n'avons gardé que les défauts en abandonnant sa capacité régulatrice. Il est à craindre que cette verticalité bien française n'ait habitué certains à se défaire de ce qui nous constitue en tant que citoyens : l'autonomie. En l'occurrence, du simple individu au plus haut technocrate de l'administration de santé, il semble évident à tous qu'il faut attendre de l'Etat la distribution de masques qu'il n'a visiblement pas.

La destruction de l'autonomie individuelle semble le projet le plus abouti de notre modernité. Elle est le résultat conjugué de la prise en main de nos vies par une administration pétrie d'idéologie technicienne et de l'emprise absolue de la consommation qui nous incite à préférer les produits fournis par l'industrie à ceux que nous pouvons créer par nous-mêmes. Mais elle va de pair avec la destruction de l'indépendance nationale, c'est-à-dire la capacité pour le pays de produire ce dont il a besoin pour éviter de dépendre des autres, ce qui ne pose aucun problème en temps de paix – ou disons aucun problème autre que le chômage de masse, le déséquilibre entre les territoires et la destruction des savoir-faire, problèmes dont on a compris qu'ils n'affectaient pas outre mesure les élites politico-économiques – mais devient tragique en période de crise. Ce qui nous ramène au cas allemand.

Il ne faut rien présager de ce que sera l'état de l'Allemagne dans dix ou quinze jours, mais, pour l'heure, elle compte sept fois moins de morts que la France. Pourquoi ? Le 30 mars, Philippe Aghion, Elie Cohen et Timothée Gigout-Magiorani, peu soupçonnables de dérive idéologique, répondaient, dans *les Echos* : à cause de ses choix industriels. L'Allemagne a fait en sorte de préserver des industries essentielles qui lui permettent de disposer en masse de tests et de respirateurs. Souverainisme décomplexé. Ajoutons que l'Allemagne, contrairement à la France, a toujours préféré le capitalisme familial des entreprises intermédiaires aux horizons mondialisés des multinationales dirigées par des PDG-salariés contrôlés par leurs actionnaires. Bref, elle fabrique chez elle. A l'échelle d'un pays comme à celle d'un individu, c'est précieux. Pendant ce temps, nous avons fermé Luxfer, dernier producteur de bouteilles d'oxygène médical, que Bercy refuse de nationaliser pour relancer la production, et nous avons abandonné l'usine de masques de Plaintel à son repreneur-pilleur américain, faute de commandes de l'Etat.

L'unique intérêt de la métaphore guerrière employée par le chef de l'Etat aurait dû être de nous inciter à passer en économie de guerre, c'est-à-dire à réorienter le plus rapidement possible l'appareil productif. Mettre tout le monde à pied d'œuvre. De la couturière du dimanche aux PME et ETI qui n'attendent que cela. Et en économie de guerre, on s'affranchit de la pesanteur administrative. L'urgence commande, pour ne pas ajouter la misère de la crise économique aux morts de la crise sanitaire. Et pour préparer la suite : la reconstitution de nos capacités de production et de notre indépendance nationale. ■

Chers lecteurs, si vous ne trouviez pas *Marianne* dans votre kiosque préféré, n'oubliez pas qu'il est disponible aussi chaque semaine en PDF sur **marianne.net** pour 1,99 €.